

# CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

## ARRÊT

**n°15.595 du 4 septembre 2008  
dans l'affaire X /**

En cause : X

contre :

L'Etat belge, représenté par le Ministre de l'Intérieur et désormais par la  
Ministre de la Politique de migration et d'asile.

---

---

**LE ,**

Vu la requête introduite le 11 janvier 2008 par M. X, qui déclare être de nationalité rwandaise et qui demande l'annulation de « la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour prise le 10/12/2007 par la partie adverse et notifiée le 14/12/2007 ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la loi ».

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu le mémoire en réplique.

Vu l'ordonnance du 6 juin 2008 convoquant les parties à comparaître le 17 juillet 2008.

Entendu, en son rapport, , .

Entendu, en leurs observations, Me B. LEËN *loco* Me E. VANCOPPENOLLE, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me C. VAILLANT *loco* Me E. DERRIKS, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRÊT SUIVANT :**

#### **1. Rétroactes.**

**1.1.** Le requérant déclare être arrivé sur le territoire du Royaume le 11 juin 2005. Le 13 juin 2005, il a introduit une demande d'asile auprès des autorités belges, demande qui s'est clôturée par une décision confirmative de refus de séjour prise le 12 décembre 2005 par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides. Un recours en annulation, introduit par le requérant à l'encontre de cette décision, est pendant au Conseil d'Etat.

**1.2.** Le 31 mai 2007, le requérant a introduit une demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi.

**1.3.** Le 10 décembre 2007, le délégué du Ministre de l'Intérieur a pris, à l'égard du requérant, une décision d'irrecevabilité de cette demande, qui lui a été notifiée le 14

décembre 2007. Un ordre de quitter le territoire lui a été notifié le même jour et n'est pas visé par le présent recours.

Cette décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Les éléments invoqués ne constituent pas une circonstance exceptionnelle. L'intéressé été autorisé au séjour uniquement dans le cadre de la procédure d'asile introduite le 13/06/2005, clôturée négativement par le Commissariat Général aux Réfugiés et aux Apatrides le 14/12/2005. Depuis la fin de la procédure, il est en séjour irrégulier sans chercher à obtenir une autorisation de séjour de longue durée autrement que par la demande introduite sur la base de l'article 9 alinéa 3. Il s'ensuit que le requérant s'est mis lui-même et en connaissance de cause dans une situation illégale et précaire, et est resté délibérément dans cette situation (C.E., 09/062004, n°132.221).

Le requérant invoque la situation générale prévalant au Rwanda, étayée par un rapport annuel d'Amnesty International. Précisons que cet élément ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car il ne fait que relater des événements sans implication directe, implicite ou explicite se rapportant à la situation du requérant. De plus, invoquer une situation générale ne peut constituer une circonstance exceptionnelle car d'une part, la seule évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel l'empêchant d'effectuer un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à étranger et d'autre part, le demandeur n'apporte aucun élément qui permette d'apprécier le risque qu'il encourt en matière de sécurité personnelle ou en matière de délai requis pour la procédure de visa (Tribunal de Première Instance de Bruxelles, audience publique des référés n°2001/538/c du 18/08/2001 du rôle des référés).

Quant au fait que l'intéressé n'aurait pas de liens avec le Rwanda, il n'avance aucun élément pour démontrer ses allégations qui permettrait de penser qu'il serait dans l'impossibilité ou la difficulté de regagner temporairement son pays d'origine. D'autant plus que, majeur âgé de 25 ans, il peut raisonnablement se prendre en charge temporairement.

Le requérant invoque ses études d'infirmier comme circonstance exceptionnelle. Notons que l'intéressé dit s'être inscrit à l'IESCA en 2006, en année préparatoire aux études d'infirmier, alors qu'il savait son séjour irrégulier. C'est donc en connaissance de cause que le requérant s'est inscrit aux études, sachant pertinemment que celles-ci risquaient d'être interrompues par une mesure d'éloignement en application de la loi. S'il peut être admis que l'interruption d'une scolarité constitue un préjudice grave et difficilement réparable, encore faut-il observer que le requérant, en se maintenant irrégulièrement sur le territoire, est à l'origine de la situation dans laquelle il prétend voir le préjudice, et que celui-ci a pour cause le comportement du requérant (C.E., 08/12/2003, n°126.167). Il paraît dès lors disproportionné de déclarer qu'un retour temporaire au pays d'origine constituerait un préjudice grave et difficilement réparable. Cet élément ne peut donc pas être assimilé à une circonstance exceptionnelle empêchant ou rendant difficile un retour au pays d'origine.

Quant au fait que le requérant estime pouvoir trouver du travail à la fin de ses études et ainsi ne pas dépendre des pouvoirs publics, soulignons que l'intention ou la volonté de travailler non concrétisées par la délivrance d'un permis de travail et la conclusion d'un contrat de travail n'empêche pas un retour vers le pays d'origine ou de résidence afin d'y lever l'autorisation au séjour de plus de trois mois.

Pour terminer, l'intéressé déclare, qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il lui serait difficile de collecter l'argent nécessaire à son voyage vers la Belgique une fois le visa obtenu et ce, vu la difficulté de trouver un emploi au Rwanda et vu l'absence de famille. Notons qu'aucun élément ne démontre qu'il ne pourrait obtenir de l'aide au niveau du pays (association ou autre). Or, rappelons qu'il incombe au requérant d'étayer son argumentation (C.E., 13/07/2001, n°97.866). ».

## **2. Questions préalables.**

**2.1.** Dans sa note d'observations, la partie défenderesse excipe de l'irrecevabilité du présent recours en raison du caractère succinct de l'exposé des faits, lequel est ainsi qualifié par la partie requérante elle-même dans l'acte introductif d'instance. La partie défenderesse estime dès lors qu'en l'espèce, l'exposé des faits ne répond pas aux exigences de l'article 39/69, §1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi.

Dans son mémoire en réplique, la partie requérante oppose à cette argumentation, en substance, qu'elle « n'aperçoit pas en quoi le caractère succinct de son exposé des faits est de nature à aboutir à l'irrecevabilité de la procédure ».

**2.2.** En l'espèce, le Conseil estime que l'exposé des faits repris dans la requête, bien que sommaire, permet de prendre connaissance des éléments de faits principaux qui ont abouti à l'acte attaqué, en sorte qu'il satisfait de manière minimale à l'obligation visée à l'article 39/69, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 4<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 précitée (voir en ce sens, C.C.E., arrêt n°4383 du 29 novembre 2007).

**2.3.** Au vu de ce qui précède, l'exception d'irrecevabilité soulevée par la partie requérante ne peut être retenue.

## **3. Examen des moyens d'annulation.**

**3.1.** La partie requérante prend un moyen unique « de la violation de la loi du 29/07/1991 sur la motivation formelle des actes administratifs et de la violation de l'article 9 al. 3 ancien de la loi du 15/12/1980.

A cet égard, elle soutient que « Ne pas voir sa demande [*d'asile*] considérée comme recevable au regard de la Convention de Genève ne signifie en aucun manière *ipso facto* que rien ne s'oppose à un retour dans le pays quitté ».

Elle poursuit en faisant valoir que « C'est ainsi que depuis peu, le CGRA doit examiner une demande d'asile non seulement sous l'angle de la Convention de Genève mais également sous l'angle plus large d'une protection subsidiaire. Lorsque le requérant est entendu en 2005 par le CGRA, celui-ci n'examinait pas encore les demandes sous les deux aspects évoqués supra. Etant, il est erroné de conclure que la décision de refus du CGRA permettrait d'office (...) de conclure en (sic) l'absence de danger pour le requérant en cas de retour. En l'espèce, le requérant a étayé sa demande par le dépôt du rapport fort explicite d'Amnesty International sur la situation générale au Rwanda et ceci après avoir rappelé que son origine et sa nationalité n'ont jamais été remis en cause par l'Office ou le CGRA. Les conclusions de ce rapport ne sont pas remises en cause par la partie adverse ».

Elle allègue encore, quant à la charge de la preuve, qui incombe au requérant, que ce « principe, de droit judiciaire, est également applicable à la procédure administrative de régularisation. Encore faut-il l'entendre de manière raisonnable et avec sans (sic) a priori. Le requérant arrive sur le Territoire belge en 1995 et introduit une demande d'asile. Il dépose à cette occasion copie de tous les documents dont il dispose et fait par deux fois un exposé complet de sa situation personnelle dans le contexte rwandais. La demande d'asile a été rejetée. Mais, (...), ceci ne signifie pas que les explications fournies par le requérant sont sans valeur et à écarter par principe. Dans le cadre de la demande de régularisation, le requérant va insister explicitement sur sa situation personnelle au travers du prisme de la guerre civile rwandaise (...). Ce lien entre le cas personnel du requérant et la situation générale est à l'évidence à apprécier au regard du récit d'asile dont dispose ou doit disposer la partie adverse. Il est par trop simple de reprocher (de manière d'ailleurs systématique) au requérant de ne pas étayer ses propos alors même qu'un dossier complet est d'ores et déjà à disposition de l'Office, qui permettrait concrètement d'apprécier le lien entre cas personnel et situation générale (sic). D'autre part, la demande de régularisation doit être appréciée comme servant à ouvrir sur les bases qu'elle contient, un débat entre l'autorité et le demandeur, qui doit aboutir à ce que l'un définisse ses attentes en matière de documents,

preuves, précisions, etc. compte tenu du contenu de la demande tandis que l'autre s'engage à répondre auxdites demandes. En d'autres termes, il est à reprocher à la partie adverse de n'avoir pas adressé au requérant une demande de complément d'information alors même qu'elle ne remet pas en cause par ailleurs le sérieux potentiel de la demande ni la situation déplorable au Rwanda, mais se limite à un reproche lié à l'administration de la preuve ».

**3.2.** En l'espèce, sur le moyen unique, le Conseil observe que la demande d'asile du requérant a été clôturée définitivement par une décision prise le 12 décembre 2005 par le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides et rappelle que la faculté offerte par l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 ne saurait constituer un recours contre les décisions prises en matière d'asile et que, si le champ d'application de cette disposition est différent de celui des dispositions de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés, du 28 juillet 1951, avec cette conséquence qu'une circonstance invoquée à l'appui d'une demande de reconnaissance de la qualité de réfugié et rejetée comme telle peut justifier l'introduction en Belgique d'une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, une telle circonstance ne peut toutefois être invoquée à l'appui d'une demande formée sur la base de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980 si elle a été jugée non établie par une décision exécutoire de l'autorité compétente en matière d'asile.

En l'occurrence, le Commissaire adjoint aux réfugiés et aux apatrides a estimé que la demande de protection internationale du requérant présentait un caractère manifestement non fondé. Dès lors que les craintes invoquées dans le cadre de la procédure d'asile n'ont pas été jugées établies par les autorités compétentes, elles ne le sont pas davantage dans le cadre de l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Le délégué du ministre de l'Intérieur s'est, dès lors, valablement référé au fait que les craintes invoquées avaient déjà été examinées durant la procédure d'asile.

En effet, s'il peut être admis qu'un demandeur d'asile se trouve dans une circonstance qui rend très difficile un retour au pays qu'il a fui, en raison des menaces qui existent pour sa sécurité dans ce pays, il n'en va pas de même d'une personne dont la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié a été rejetée, parce que ce rejet implique qu'elle n'a pas lieu de redouter des persécutions du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques. Il s'ensuit qu'au vu de la décision exécutoire rejetant la demande d'asile du requérant, la partie défenderesse a pu valablement considérer que l'introduction d'une telle demande basée sur les mêmes faits que ceux invoqués dans la demande d'asile ne constituait pas une circonstance exceptionnelle justifiant que la demande d'autorisation de séjour soit introduite en Belgique plutôt qu'auprès du poste diplomatique compétent.

S'agissant de l'argumentation selon laquelle l'examen des craintes du requérant en cas de retour dans son pays d'origine n'aurait pas été adéquat dans la mesure où les instances d'asile n'ont pas examiné la demande du requérant sous l'angle de la protection subsidiaire, le Conseil rappelle que l'article 49/3, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 précitée prévoit que « Une demande de reconnaissance du statut de réfugié ou d'octroi du statut de protection subsidiaire se fait sous la forme d'une demande d'asile ». Il ressort de cette disposition que, sauf exception prévue à l'article 77, § 3, de la loi du 15 septembre 2006 modifiant la loi du 15 décembre 1980, non applicable en l'espèce, le statut de protection subsidiaire ne peut être sollicité que dans le cadre d'une demande d'asile et non dans le cadre d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Néanmoins, le Conseil constate que la partie requérante n'indique pas avoir introduit de nouvelle demande d'asile aux fins de faire valoir un élément susceptible de donner lieu à l'octroi de la protection subsidiaire. Le Conseil observe également que le requérant ne se trouve pas sous le coup d'une clause de non reconduite en sorte que sa situation ne ressort pas du champ d'application de l'exception prévue par le paragraphe 3 de l'article 77 précité. Le Conseil observe dès lors que l'argumentation dont il est fait état en termes de requête est dépourvue de pertinence, le Conseil de céans étant, dans le cadre de sa compétence d'annulation, sans compétence pour examiner les craintes du requérant en cas de retour dans son pays d'origine sous l'angle de la protection subsidiaire.

S'agissant du « rapport fort explicite d'Amnesty International sur la situation générale au Rwanda », le Conseil rappelle que s'il n'est pas exigé par l'article 9, alinéa 3, ancien, de la loi que les circonstances exceptionnelles soient directement liées au demandeur, en sorte qu'une situation générale existant dans le pays d'origine ne peut être rejetée, au titre de circonstance exceptionnelle, sur la seule constatation de ce caractère de généralité, il incombe toutefois à celui qui invoque une circonstance qu'il qualifie d'exceptionnelle de démontrer en quoi les éléments qu'il invoque présentent ce caractère exceptionnel au regard de sa propre situation, ce que la partie requérante est restée en défaut de faire en l'espèce. Dans cette perspective, le Conseil constate que c'est en toute légalité que la partie défenderesse a pu estimer que « la seule évocation d'un climat général n'implique pas un risque individuel l'empêchant d'effectuer un retour temporaire vers le pays d'origine ou de résidence à étranger ».

S'agissant plus particulièrement des considérations relatives à la charge de la preuve et à l'attitude à tenir par l'autorité administrative aux fins de permettre au requérant de savoir ce qui est attendu de lui en la matière, le Conseil rappelle avoir déjà été jugé : « [...] que l'administration ne devait pas interpellier le requérant préalablement à sa décision ; que, certes, s'il incombe le cas échéant à l'administration de permettre à l'administré de compléter son dossier, cette obligation doit s'interpréter de manière raisonnable, sous peine de placer l'administration dans l'impossibilité de donner suite dans un délai admissible aux nombreuses demandes dont elle est saisie ; [...] » (C.E., arrêt n°109.684 du 7 août 2002).

**3.3.** Au vu de ce qui précède, le moyen unique n'est pas fondé.

**PAR CES MOTIFS,  
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article unique.**

La requête en annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le quatre septembre deux mille huit par :

Le Greffier,

Le Président,